Inondations en Guinée : une crise aggravée par l’inaction collective

11 août 2025 à 11h 23 - Alpha Oumar Baldé

Chaque saison des pluies, les mêmes scènes reviennent dans les grandes villes guinéennes, plus particulièrement à Conakry : rues inondées, habitations envahies par les eaux, familles déplacées, pertes matérielles considérables et parfois des cas de décès. Si le dérèglement climatique et l’urbanisation anarchique sont souvent pointés du doigt, la réalité est plus complexe.

Derrière ces drames, c’est l’ensemble de la société (citoyens, autorités, collectivités) qui doit interroger sa part de responsabilité.

Des comportements à risque qui fragilisent davantage

L’incivisme de certains citoyens n’est plus à démontrer. Il n’est pas rare de voir des déchets ménagers jetés dans les caniveaux, les rivières ou à même la rue. Ces pratiques contribuent à obstruer les canalisations, empêchant l’évacuation des eaux de pluie et provoquant des inondations. De même, la prolifération des constructions sur des zones à risque – marécages, bas-fonds ou bords de cours d’eau – accentue la vulnérabilité de nombreuses habitations, souvent sans aucun respect des normes d’urbanisation.

Mais ces comportements ne sont pas toujours le fruit d’une négligence volontaire. Dans bien des cas, ils traduisent un manque de services publics adaptés ou de solutions alternatives viables.

innondation à Conakry

Des défaillances structurelles persistantes

La gestion urbaine en Guinée souffre de carences chroniques. Dans plusieurs quartiers, aucun système régulier de ramassage d’ordures n’est mis en place. Le curage des caniveaux est sporadique, et les infrastructures de drainage sont soit inexistantes, soit largement sous-dimensionnées.

À cela s’ajoute une urbanisation souvent incontrôlée. Les services de l’État délivrent parfois des permis de construire dans des zones inappropriées, ou ferment les yeux sur des occupations illégales de terrains. Le manque de planification urbaine et de contrôle administratif laisse libre cours à des installations précaires et

dangereuses.

innondation à Conakry

Un coût humain et économique considérable

Les conséquences sont pourtant multiples : dégâts matériels, pertes en vies humaines, déplacements forcés, épidémies (choléra, fièvre typhoïde, paludisme) et une pression financière croissante sur l'État.

Chaque année, des fonds publics sont mobilisés en urgence pour réparer les routes, secourir les sinistrés ou nettoyer les canalisations. Des ressources qui auraient pu être investies dans des politiques de prévention à long terme.

Une prise de conscience collective nécessaire

La lutte contre les inondations en Guinée ne peut reposer uniquement sur un acteur. C'est à la fois une affaire de politique publique, de comportement citoyen, d'éducation environnementale et de responsabilité locale.

Des gestes simples comme ne pas jeter ses déchets dans la rue, entretenir les abords de sa maison, signaler les caniveaux bouchés ou participer aux journées de salubrité peuvent avoir un impact réel.

De leur côté, les autorités doivent renforcer l'application des règles d'urbanisme, assainir la gestion des déchets, développer des infrastructures modernes et mettre en œuvre des actions éducatives à grande échelle.

innondation

Une responsabilité partagée pour une solution durable

Informer, sensibiliser, interpeller : les médias et les organisations de la société civile ont un rôle déterminant à jouer. Ils doivent aider à créer une culture du respect de l'environnement, mais aussi dénoncer les manquements des institutions ou les pratiques nuisibles à la collectivité.

Les inondations ne sont pas une fatalité. Mais tant que chacun (citoyen, élu local, ministre, chef de quartier, journaliste…) n'acceptera pas de jouer sa partition, la saison des pluies continuera d'être synonyme de désolation.

Agir efficacement contre ce fléau exige une mobilisation de tous. Parce que l'environnement doit être l'affaire de chacun.

© 2025 Idimijan | Tous les droits réservés

Mayamba Traoré

© 2025 Idimijan | Tous les droits réservés